**Réseau d’action des femmes en santé et services sociaux**

**20 ans!**

**d’alliances**

**d’analyses**

**de solidarités**

**toujours en lutte…**

**pour l’amélioration des conditions de vie des femmes…**

Le Réseau d’action des femmes en santé et services sociaux – près de 50 membres qui forment un réseau féministe riche et varié sur l’Île de Montréal. Bien que chaque membre ait sa propre mission, toutes partagent une analyse et une intervention féministes dans leurs pratiques. Elles visent à répondre le mieux possible aux besoins des femmes et à se solidariser dans la défense des droits des femmes. Pour l’ensemble des membres, la lutte aux violences envers les femmes est un enjeu important tant dans l’approche et l’analyse que dans les revendications. Ces violences prennent en effet plusieurs formes : économique, conjugale ou intime, sexuelle, institutionnelle, familiale, systémique.

Tous les groupes membres du RAFSSS font des interventions pour soutenir les femmes dans des situations difficiles, qui vivent dans la pauvreté, qui font face à plus de discriminations à cause de leur situation.

Les groupes de femmes sont en effet très critiques des politiques néolibérales qui menacent l’accessibilité aux programmes sociaux et aux services publics.

Privatisation et tarification des services, désinvestissement des programmes sociaux, baisse d’impôts pour les mieux nanti.e.s, paradis fiscaux, mesures d’austérité… Ce sont des enjeux qui fragilisent le filet social en plus de maintenir l’écart entre les riches et les pauvres.

**SERVICES PUBLICS…**

Le saccage de nos services publics, accentuent les inégalités : augmentation des frais de scolarité, facturation de plus en plus présente dans nos soins de santé, augmentation constante des tarifs d’Hydro-Québec, etc. Pourtant, lutter contre les inégalités c’est donner accès à l’éducation pour tous et toutes, à des soins de santé accessibles payés à même nos impôts.

Ces politiques qui favorisent la richesse de quelques-uns se font souvent sur le dos des femmes! Elles mettent en péril l’égalité entre les hommes et les femmes.

La **Coalition montréalaise pour la survie des services publics** (qui a mobilisé plusieurs membres du RAFSSS) a fait plusieurs interventions pour réaffirmer l’importance de nos acquis sociaux. Presque 10 ans plus tard, la vaste majorité de leurs recommandations sont toujours d’actualité!

* « Que toutes les citoyennes et tous les citoyens aient accès, sans discrimination, à des services publics, gratuits, universels et de qualité. »
* « Ne pas augmenter les tarifs des services déjà facturés. »
* « Hausser le salaire minimum et améliorer les normes du travail. »
* « Rehausser les prestations d’aide sociale pour qu’elles couvrent les besoins essentiels. Éliminer toute obligation pour les personnes de participer à des programmes de réinsertion sociale. »
* « Des mesures concrètes pour lutter contre la pauvreté des personnes issues de l’immigration et des minorités visibles de la région de Montréal. »
* « Mettre fin au détournement des pensions alimentaires. »
* « Implanter un système de contrôle des loyers. Construire davantage de logements sociaux. »

**SANTÉ…**

L’accessibilité à un système de santé est un enjeu majeur pour les femmes. Le RAFSSS a souvent été au cœur des luttes pour un meilleur accès des services de santé et des services sociaux pour les femmes. Il s’agit d’un enjeu féministe qui est plus nécessaire que jamais!

Citons le **Réseau féministe pour le maintien, l’accessibilité et l’amélioration du système de santé**:

« …la mise en place **du réseau public de la santé et des services sociaux** a non seulement contribué au respect du **droit à la santé des femmes**, mais a aussi été une des bases importantes du **droit à l’égalité des Québécoises**.

* Elles ont pu bénéficier d’une **meilleure accessibilité** à des soins et services de santé alors qu’elles en sont les principales usagères. Les femmes ont recours aux services de santé à toutes les étapes de leur vie reproductive, même quand elles ne sont pas malades.
* La mise en place du **régime public a** **mis fin à l’endettement des familles** pour cause de maladie et d’accouchement et au casse-tête des femmes pour boucler le budget familial.
* Une partie de la **charge des soins** aux proches malades ou en perte d’autonomie, qui reposaient principalement sur les femmes, est devenue, du moins en partie, une responsabilité de l’État.
* Les **emplois de qualité et syndiqués** créés dans le réseau public ont majoritairement été occupés par des femmes. »

RAFSSS – 20 ans vol. 12

www.rafsss.org